



Front des luttes de mai 2013

L'austérité social-démocrate, ça suffit !

Le discours de Hollande à l'Élysée le 16 mai 2013 devant la presse, s'il ne débordait pas d'autosatisfaction, annonçait la poursuite de la politique d'austérité, véritable offensive contre les droits sociaux et les emplois des travailleurs. Le bilan de la politique de la social-démocratie, appliquée sous l'égide de l'Union Européenne, se caractérise en effet par pléthore de cadeaux au Capital justifiés avec le discours éculé sur la « croissance nécessaire pour créer des emplois ». Les travailleurs de PSA, entreprise qui a reçu 20 milliards d'euros d'aide publique et encore 7 milliards de garantie pour sa banque, voient quant à eux croître les cadences et les licenciements, comme leurs collègues de Renault, de Sanofi, d'Arcelor-Mittal...

L'accord interprofessionnel signé par les syndicats minoritaires et transcrit dans la loi facilitera encore plus les fermetures d'entreprises et les licenciements, comme les accords de compétitivité entraîneront une spirale sans fin de sacrifices pour les travailleurs. Pour la rentrée, l'« offensive » de Hollande sera dirigée contre les retraites afin de dispenser le Capital de verser l'intégralité du salaire indirect (déjà fortement rogné sous les gouvernements précédents) auquel ont droit les travailleurs à la fin de leur carrière et d'augmenter la plus-value absolue en allongeant la durée du travail. Les débats sur le mariage pour tous ont permis une diversion, entraînant un regain d'audience des partis et groupes réactionnaires et cléricofascistes. Dans le but de renforcer la coordination des politiques d'austérité et de continuer le pillage des pays plus faibles au moyen de la dette, Hollande plaide pour la mise en place d'un gouvernement économique de la zone euro, ce qui lui a valu l'approbation de Bayrou et du MEDEF. La social-démocratie fait bien, en effet, une politique de droite et bénéficie du soutien de la bourgeoisie, dans la mesure où le PS remplit la mission de la faire passer dans les couches populaires.

Mais l'impopularité du gouvernement face à un peuple qui ne voit aucun changement mais au contraire l'enterrement des engagements électoraux le met en difficulté devant la possibilité d'une radicalisation du mouvement populaire. Cette impopularité croissante du PS peut déboucher sur la recomposition de la social-démocratie autour du Front de Gauche dans le but de stériliser le mouvement populaire et de faire en sorte que les luttes ne se déclenchent pas jusqu'aux élections. Mélenchon, loin d'appeler à rompre avec le PS et à le chasser du mouvement populaire, se déclare prêt à devenir Premier Ministre de Hollande.

Sous le capitalisme en crise, la social-démocratie ne change pas de politique, mais elle peut changer de masque. Bien entendu, les forces de répression conduites par Valls veillent au grain pour criminaliser les luttes ouvrières, réprimer les travailleurs immigrés afin que le patronat conserve à sa disposition une main-d'œuvre privée de droits et à qui on imposerait n'importe quelles conditions d'exploitation. La nécessité de reconstruire un véritable parti communiste est toujours plus actuelle. Faute de perspective politique, des luttes courageuses suscitant la solidarité d'une grande partie de la population sont conduites dans l'impasse par les illusions réformistes appelant à un impossible « capitalisme moralisé », « où l'État jouerait son rôle », ou à un « bon repreneur » qui investirait dans l'emploi, voire à des reclassements et indemnités de licenciements, alors que le tissu industriel se délite toujours plus.

L'URCF, qui a organisé le premier forum pour la nationalisation sans indemnisation sous le contrôle des ouvriers, a ouvert une brèche dans le consensus réformiste en apportant aux travailleurs des objectifs de lutte remettant en cause des fondements du système : la propriété privée des entreprises, l'État capitaliste et l'Union Européenne.

Ce mot d'ordre de nationalisation est inacceptable pour toutes les organisations et syndicats réformistes. Il commence à être repris, parfois avec un contenu différent, par d'autres organisations communistes. Il doit en tout cas devenir le mot d'ordre de tous les travailleurs en lutte et constituer la ligne de démarcation entre ceux qui défendent le Capital et sa compétitivité et ceux qui œuvrent à renverser ce système barbare et inhumain.

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1650 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011 et 2012, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1650 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.**

Transpole (transports en commun de Lille)

Le 14 mai, les travailleurs de Transpole (transports en commun de Lille) se sont mis en grève pour des revendications salariales, exigeant 2,5% d'augmentation. La direction a eu recours à des huissiers contre les travailleurs qui bloquaient les dépôts de bus. Au bout de trois jours, un accord a été signé pour une augmentation d'1,5% au lieu d'1,2% proposés par la direction.

Nouvelle-Calédonie.

Depuis le 15 mai 2013, une intersyndicale a lancé en Nouvelle-Calédonie une vaste mobilisation contre le coût de la vie, avec barrages routiers, blocages des hypermarchés de la régie de tabac, du port et des dépôts de carburant.

Des discussions pour tenter de mettre un terme à la grève générale contre la vie chère en Nouvelle-Calédonie ont repris dimanche 26 mai tandis que sur le terrain la pénurie d'essence et les barrages routiers maintiennent le rapport de force en faveur des travailleurs.

Un accord a été trouvé lundi 27 mai au terme de négociations marathon entre élus locaux, organisations patronales et intersyndicale ce qui mit un terme à la grève générale contre la vie chère.

L'accord porte notamment sur la baisse des prix immédiate de 10% de 300 produits alimentaire et d'hygiène, le gel des prix jusqu'à décembre 2014 et la mise en place au 1er juillet 2014 d'une Taxe générale sur l'activité (TGA), qui doit remplacer une série d'autres taxes.

Sous l'égide du haut-commissaire, Jean-Jacques Brot, les dirigeants politiques, les organisations patronales et les cinq organisations de l'intersyndicale ont négocié en tout 27 heures durant le week-end pour trouver une issue à ce conflit, dont certains craignaient qu'il ne "dégénère" et aille encore plus loin que les revendications sur la vie chère.

L'URCF exprime sa totale solidarité avec le combat des travailleurs de Nouvelle-Calédonie. Les territoires d'outre-mer et les DOM-TOM sont en réalité les dernières colonies de l'impérialisme français, où sévissent

chômage massif, misère, surexploitation, prix et tarifs coloniaux car les taxes diverses les rendent plus chers qu'en métropole.

Le combat actuel est centré sur les revendications sociales, économiques, les familles de travailleurs de Nouvelle-Calédonie se heurtent, comme en métropole, à la politique des monopoles visant à faire payer la crise du système capitaliste aux travailleurs. En dernière instance, la grève générale a été la conséquence de la situation coloniale, qui accentue les effets de l'exploitation capitaliste, à travers l'usurpation économique et politique de l'île par les minorités métropolitaines. Organisation marxiste-léniniste, l'URCF se déclare en faveur de l'autodétermination des peuples opprimés par l'impérialisme français, c'est à eux seuls de décider de leur avenir, y compris par le droit à la séparation. « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre », cette phrase de Marx résonne avec force aujourd'hui, car elle traduit l'exigence de justice et de libertés pour les victimes du colonialisme contemporain.

Ronde des Fraîcheurs (agroalimentaire).

Le tribunal de grande instance d'Agen a ordonné jeudi 30 mai la levée du blocus par les ouvriers d'une filiale d'Intermarché près d'Agen, après 22 jours de grève.

L'ordonnance de référé fait suite à une action en justice initiée par la direction patronale de la Ronde des Fraîcheurs, pâtisseries industrielles à Estillac (Lot-et-Garonne) pour le groupe Les Mousquetaires (Intermarché), à l'encontre des grévistes, de leurs délégués du personnel et de l'union départementale CGT.

L'entreprise de 114 salariés continue de tourner malgré la grève, mais ne peut approvisionner les grandes surfaces, car aucun camion ne peut entrer ou sortir de l'usine en raison du blocus.

Le secrétaire de l'UD-CGT a estimé que le refus de nommer un médiateur "*après 22 jours de grève est un appel au durcissement du mouvement*". Il a indiqué que la CGT fera appel et que la grève continuait.

La grève fait suite à une nouvelle convention collective de branche, prévoyant la suppression de primes de gratification et du 13e mois, avancées obtenues lors d'une précédente lutte en 2011. La perte représente "un à deux mois de salaires en moins" pour des ouvriers proches du Smic, selon une source syndicale.

Luttes pour l'emploi

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnités** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

Plan national de luttes contre le chômage.

Interdiction des licenciements.

Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.

Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.

Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,- Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sur notre site internet urcf.fr vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnités et avec contrôle ouvrier.

Goodyear d'Amiens-Nord

Le 3 juin 2013, les travailleurs en lutte de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord menacée de fermeture, ont bloqué les accès de l'usine, alors que la justice devait se prononcer sur la validité du PSE (plan de fermeture menaçant 1176 emplois) contesté par la CGT. Les travailleurs ont brûlé des pneus à l'entrée du parking et devant l'entrée du dépôt de stockage des pneus fabriqués sur le site. Ils ont ensuite bloqué la circulation sur la route devant l'usine. Le TGI de Nanterre a mis sa décision en délibéré au 20 juin. La direction affirmant ne pas avoir trouvé de

reprenneur, le site est menacé de fermeture. Mickaël Wamen a dénoncé l'illégalité de la procédure de fermeture ajoutant: «*Quand on fait des bénéfiques comme ça, il n'y a pas de raison de fermer une usine*» et dénonçant les gouvernements successifs. La CGT appelle aussi les travailleurs non-grévistes à s'impliquer dans la lutte en prenant conscience qu'au vu des multiples fermetures d'usines et de suppressions d'emplois dans le pays, leur intérêt est d'empêcher la fermeture et de ne pas compter sur de pseudo-reconversions ou plans de départs «volontaires». ***L'URCF, tout en appréciant la fermeté de la délégation CGT qui a réussi à empêcher la fermeture programmée depuis plus de 6 ans, par la mobilisation des travailleurs, des grèves et des actions juridiques, appelle à lutter pour la nationalisation sans indemnisation de Goodyear France et d'unir leur lutte à celles des travailleurs d'autres entreprises menacés de licenciements (PSA, ArcelorMittal, Sanofi, Renault...) sur cette revendication. Puisque ces capitalistes ne veulent plus de leurs usines, obligeons l'Etat à les exproprier et imposons notre contrôle sur la production, les choix d'investissements, les embauches...Par la lutte nous continuerons ce mot d'ordre avec toutes les usines menacées de fermeture jusqu'à la révolution et au bris de l'Etat bourgeois.***

PSA (automobile).

En ce qui concerne PSA, des rumeurs sur la fermeture de l'usine de Rennes en 2014 ou 2015 circulent, après la confirmation de celle du site de Meudon. La suspension de la grève à Aulnay doit être l'occasion de réfléchir sur les perspectives de lutte. Le camarade Philippe Julien, délégué CGT et conseiller LO à Saint-Denis dans la majorité municipale reconnaissait que les travailleurs n'avaient pas pu empêcher la fermeture. Le refus de revendiquer la nationalisation de PSA sous des prétextes idéologiques malgré le grand mouvement de solidarité sur ce mot d'ordre et sa montée dans les consciences de beaucoup de travailleurs est une erreur qui doit être rectifiée, d'autant que les solutions de reclassement et de départs «volontaires» montrent leur inanité avant même d'être appliquées. Ne parlons pas des travailleurs intérimaires qui vont se retrouver à Pôle emploi et pour lesquels il n'y aura ni reclassement, ni indemnités de départ. La bourgeoisie envisage sérieusement la disparition de la production d'automobiles en France à l'horizon 2020. Par contre, PSA s'affaire à développer sa production en Chine où le marché est prometteur. Pour sauver les emplois et l'industrie automobile, il faut arrêter de compter sur le gouvernement, ses «médiateurs», et proposer la lutte pour que tout le groupe PSA soit nationalisé avec contrôle ouvrier.

Spanghero (agroalimentaire).

Les salariés de Spanghero, l'entreprise de Castelnaudary (Aude) au cœur du scandale de la viande de cheval, ont vu leurs craintes se réaliser mardi 28 mai 2013 quand l'administrateur judiciaire leur a annoncé la suppression de la totalité de leurs 240 emplois, tout en gardant «*la porte ouverte à une reprise partielle du personnel*» (sic !).

Lorsque les travailleurs ont découvert les mesures d'accompagnement présentées par Lur Berri, la coopérative basque encore propriétaire Spanghero, la colère est montée d'un cran. Plusieurs dizaines de salariés ont ainsi laissé exploser leur colère après plus de trois mois d'un scénario de fermeture qu'ils n'avaient pas imaginé avant que le scandale n'éclate mi-février. Pendant près de sept heures, ils ont empêché l'administrateur judiciaire et des représentants de Lur Berri de quitter les lieux. C'est dans la nuit de mardi à mercredi peu avant 02H00 que l'administrateur et les dirigeants ont été autorisés à quitter les lieux après avoir pris des engagements par écrit sur les mesures d'accompagnement du plan social.

Lur Berri et l'administrateur doivent ainsi soumettre des propositions sur les trois principales revendications des salariés, a indiqué à la presse le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, Olivier Delcayrou, venu avec le maire de Castelnaudary Patrick Maugard (PS) faire office de médiateur pour lever le blocage complet des négociations.

Les salariés réclament à Lur Berri le versement de trois mois de salaire par année d'ancienneté, la prise en charge de leur mutuelle pendant un an et le versement d'une prime de fin d'année complète.

Les nouvelles propositions de Lur Berri seront discutées lors d'une réunion du comité d'entreprise début juin.

Chez les salariés, la colère le disputait à la résignation. "*Je suis écoeurée*", disait Chantal avant le début du comité d'entreprise. A 51 ans, elle a passé 14 années dans la société fondée par les anciens rugbymen Laurent et Claude Spanghero, reprise en 2009 par Lur Berri.

Spanghero, poids lourd économique régional qui revendiquait 360 salariés avant le scandale, espérait se rétablir il y a encore quelques semaines, même à effectifs réduits. Mais, de l'avis général des salariés, la révélation a posteriori (le 19 mars) de la découverte dans l'entreprise de viande de mouton britannique prohibée en même temps que la viande de cheval a mis l'entreprise à genoux.

La direction patronale est responsable d'avoir mené cette tromperie pour le profit maximum (une loi du capitalisme des monopoles) de ses propriétaires, tromperie qui concernait 4,5 millions de plats préparés sur une durée de plus de six mois dans une filière où il y a 500.000 emplois.

Le ministre Benoit Hamon a affirmé que l'Etat pouvait "faciliter le remplacement" des salariés et que la région Languedoc-Roussillon était "prête à mettre au pot". Il a aussi exclu toute nationalisation, même si sans lutte de classe, la nationalisation aurait eu un contenu bourgeois. 320 emplois seront donc perdus pour les travailleurs de France alors même que les besoins populaires d'une industrie agroalimentaire de qualité et à bas prix sont réels.

La solution immédiate pour sauver tous les emplois est que les salariés entrent en lutte pour la nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier de Spanghero et que les rejoignent dans ce mot d'ordre tous ceux qui luttent contre les fermetures d'entreprises dans le pays. En avril, à l'initiative de l'URCF, un collectif national est né en ce sens.

Candia (agroalimentaire).

Une soixantaine de salariés de l'usine laitière Candia (groupe Sodiaal) de Saint-Yorre (Allier), menacée de fermeture, ont bloqué le 29 mai durant plusieurs heures mercredi des responsables du groupe, dont la DRH, les empêchant de sortir de l'entreprise.

Les salariés se sont mis en grève en début d'après-midi pour exiger l'annulation de la mise à pied en vue d'un licenciement de deux de leurs collègues. Ils ont bloqué l'entrée du site avec des véhicules et des palettes, empêchant la sortie des véhicules dans lesquels se trouvaient la DRH et un huissier, venus de Paris, ainsi que le responsable régional des « Ressources humaines ».

Le mouvement de lutte a pris fin vers 21H30, après la signature d'un protocole d'accord entre les salariés et la direction patronale, dont les représentants ont pu repartir.

Le mouvement de colère des salariés avait éclaté après que deux salariés, avec respectivement 6 ans et 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise, se sont vu signifier leur mise à pied immédiate en vue de leur licenciement.

Selon une déléguée du personnel qui accompagnait l'un des deux salariés, "la DRH lui a dit qu'il était mis à pied jusqu'au 12 juin et qu'on lui signifierait ce jour-là les faits qui pourraient lui être reprochés". "On leur a dit que cela allait mettre le feu aux poudres mais ils ont dit qu'ils assumeraient", a déclaré la représentante du personnel.

Après plusieurs heures de blocage de l'usine dans un climat assez tendu, un accord a finalement été trouvé.

Si les procédures disciplinaires contre les deux salariés sont maintenues, celles-ci ne pourront aller jusqu'au licenciement et leur mise à pied s'accompagnera du maintien du salaire. La direction s'est également engagée à ne pas poursuivre les salariés pour l'action de ce mercredi.

En échange, les salariés s'engagent à ne pas porter atteinte aux biens du groupe ... !

Outre cette usine qui doit fermer le 31 décembre, le groupe coopératif capitaliste Sodiaal compte fermer deux autres sites de conditionnement de lait Candia à Villefranche-sur-Saône (Rhône) et au Lude (Sarthe), supprimant un total de 313 emplois.

Sodiaal emploie près de 7.000 salariés en France et travaille avec plus de 12.000 producteurs de lait auprès desquels il récupère le lait pour le transformer.

Sodiaal, Doux, Spanghero, Pilpa ... dans la filière agroalimentaire, nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi !

Le 20 avril 2013, un collectif national est né pour la

« Nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation ... :

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le Capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF continue et étend sa campagne pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseurs d'emplois. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : Arcelor, Pilpa, enseignants et chercheurs, travailleurs de la société Western Union,...

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un front d'alternative populaire anticapitaliste !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « **Le socialisme : seule alternative au capitalisme** ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

08 juin 2013

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF